L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 28 MARS 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIBBY, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 28 MARS.

Prix de l'abonnement.

1 an	$14
6 mois	7
3 mois	3 50
1 mois	1 25

Prix du numéro ..... 5 cents.

AVIS.

L'Abeille ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner à la semaine avec les porteurs de l'Abeille.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Nous publions tous les samedis une édition hebdomadaire renfermant toutes les nouvelles qui ont paru pendant la semaine. Prix, $3 par an, et 10 cts le numéro.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Eugène Tournié, au Importer's Bonded Warehouse—sardines, sucre.

Par Placide J. Specht, au dessous de l'Hôtel St. Charles—plantes de toute espèce.

Par Louis Sloan & Bros., dans leur salle d'encan, au No 16 de la rue Chartres—Pipton, serrurier et brodequins.

Par O. Valetos, aux Nos 29, 31 et 33 de la rue Commerce—épaules variées.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 32 de la rue de Chartres.—lingerie, "settees, articles de fantaisie, un beau piano Erard.

SPECTACLES.

Vendredi, 28 mars 1873.

VARIETIES—The Cotton Bawl.

ACADEMIE—Grande Troupe de W. B. Cavanagh.

ST-CHARLES—The Golden Bubble et Michael Free.

ODD FELLOWS—A midi et le soir: Minstrels Christy, de Londres.

MUSEE D'ANATOMIE.—46 rue St-Charles.

Les Réformes du Pseudo-gouverneur.

L'organe radical a publié hier trois lois, approuvées par M. Kellogg.

La première, No. 64, autorise le bureau métropolitain à émettre, chaque mois, un certain nombre de mandats additionnels pour indemniser les membres de la police métropolitaine de l'escompte qu'ils ont à subir sur les mandats avec lesquels leurs salaires sont payés. La ville sera obligée de recevoir ces mandats additionnels en paiement des licences et des taxes sous les peines suivantes :

Tout officier municipal ou de paroisse qui refusera de recevoir ces mandats, sera passible, in solido, envers celui ou ceux qui les auront offerts, des dommages réels souffertz et de dommages à titre pénal (exemplary) pour au moins le double du montant des taxes ou licenses qu'il aura ainsi refusées.

Rappelons les chiffres des comptes de la ville relativement à la police métropolitaine :

Payé par la ville depuis 4 ans	$3,304,229 06
Reçu pour la taxe métropolitaine	$1,497,960 31
Excédant prélevé sur les autres ressources	$1,806,361 17

La ville a donc payé à la police métropolitaine environ $850,000 par an. La nouvelle loi l'oblige à payer, en sus, l'escompte des mandats, ce qui ajouterait 20 0/0 à la somme ci-dessus. La police métropolitaine coûterra donc dorénavant à la ville une somme annuelle de plus D'UN MILLION de piastres. Dépêchez vous donc d'aller payer vos taxes !

La ville est obligée de supprimer la lumière et elle sera bientôt forcée de supprimer l'eau, pour pouvoir entretenir les janissaires de M. Kellogg.

La seconde loi, No. 65, promulguée hier, est ainsi conçue :

Attendu que l'*Avenir*, journal républicain, publié en français, dans la ville de la Nouvelle-Orléans par MM. Marchand, et représentant la population française de la ville, mérite le patronage de l'Etat ; en conséquence—

Il est résolu que le Bureau des Commissaires des impressions est autorisé à contracter avec les dits L. E. et E. Marchand, éditeurs de l'*Avenir* susdit, pour publier toutes les lois de l'Etat, conformément aux conditions du bill d'impressions, passé à la session de janvier 1873.

Pas de commentaires, n'est-ce pas ? Mais que va dire le *Republican* ? Publier les lois en Français !

La troisième loi, No. 63, promulguée, autorise le juri de police de la paroisse St. Charles à lever une taxe spéciale suffisante pour couvrir tous les mandats en circulation du dit juri, dans le but de les payer et de les annuler. Pas de limites ! Nos amis de St. Charles savent-ils pour combien il y en a, et pourraient-ils nous dire pour combien les membres du juri de police figurent sur les tableaux d'assessement de la paroisse ?

Décidément le gouvernement Kellogg est on ne peut plus paternel.... pour ses amis et créatures !

Résistance aux Taxes dans les Paroisses.

Une grande assemblée des citoyens de la paroisse Franklin a eu lieu à Winnsborough, le 15 mars. Le colonel Calhoun, représentant, a expliqué la ligne de conduite de la législature McEnery.

Un comité composé des MM. D. W. Frisby, Miles Washburn et J. B. Cockern, a présenté des résolutions qui ont été adoptées à l'unanimité. Elles approuvent le gouverneur McEnery et la législature et les reconnaissent comme le seul gouvernement légitime de la Louisiane ; déclarent que ce gouvernement ayant été élu par une majorité des électeurs, les habitants lui promettent leur appui cordial comme contribuables et comme milliciens organisés ; que le gouvernement Kellogg est illégal, la créature de la fraude et du parjure, qu'il n'est soutenu ni par le peuple de l'Etat ni par celui des Etats-Unis et ne doit son existence qu'à la force ; que les citoyens useront de tous les moyens légaux pour résister à M. Kellogg en ne reconnaissant ni la validité de l'impôt ni les pouvoirs de ceux que M. Kellogg a chargés de le percevoir.

La paroisse Vermillion n'a pas tardé à suivre l'exemple de Franklin. Les citoyens se sont réunis, le 22 mars, à Abbeville.

Les résolutions qui, de même qu'à Winnsborough, n'ont rencontré aucune opposition, déclarent que le seul gouvernement légal en Louisiane est celui de McEnery, que l'usurpation de Kellogg est une fraude, une insulte au peuple ; que les habitants auront recours à la loi, à tous les moyens paisibles pour empêcher le paiement des taxes aux personnes nommées par M. Kellogg et s'organisent en société de résistance ; qu'un comité de vingt-cinq citoyens, désigné par le président du meeting, pourra adopter les mesures qu'il jugera nécessaires au succès de la société et convoquer les habitants si les circonstances l'exigent.

Une des résolutions condamne l'acte du général Grant qui, en soutenant, par les baïonnettes, l'usurpation de M. Kellogg et en assurant le verdict salarié du peuple, a commis un outrage envers les institutions républicaines et mérite l'exécration de tous les patriotes.

L'assemblée, tout en déclarant qu'elle doit allégeance au gouvernement des Etats-Unis, n'a pas reconnu au président le pouvoir de créer et de renverser des Etats. Elle a exprimé l'opinion qu'un gouvernement impérial est bien préférable à l'anarchie et à l'oppression qui régnent ici depuis plusieurs années par suite de l'intervention constante et injustifiable du gouvernement fédéral ; elle s'est engagée à payer l'impôt à la personne que désignera le juri de police, et a déclaré seul percepteur légal des taxes d'Etat et de paroisse l'officier désigné par le gouverneur McEnery.

La dernière résolution renvoie le colonel McEnery et la législature d'avoir si activement, si patiemment défendu les droits du peuple, et condamne énergiquement la conduite de M. Paulin Pontalba, représentant de la paroisse.

Revue des Journaux.

Le républicain espagnol paraît cependant plaire au *Pirlgune* et même au *Picayune* qui ne cesse pas ses coups pour en prédire la sortie. Il attribue au triomphe du gouvernement fédéral dans la guerre de sécession une influence considérable sur les événements d'Europe, par le prestige que ce triomphe a donné aux institutions républicaines. Cette influence n'est fait sentir en France où l'Empire a été renversé par la république, en Angleterre où les privilèges et du clergé de la noblesse sont battus en brèche et en Espagne où la république a été proclamée ; mais le *Picayune* doute du succès de cette forme de gouvernement dans ce dernier pays.

Le *Times* énumère les causes qui ont amené la démission de la marine marchande américaine ; ces causes sont le remplacement des navires à voiles par des steamers, la substitution des navires en fer aux navires en bois. Il faut ajouter à cela les tarifs élevés qui ne permettent pas aux constructeurs américains de faire concurrence aux constructeurs anglais. Le tonnage de la marine américaine n'est plus que de 2,250,000 tonneaux, tandis que celui de la marine anglaise est de 7,500,000. En 1860 la marine américaine égalait celle de l'Angleterre.

L'*Argus* ayant demandé au Mexique une indemnité pour les spoliations commises contre des sujets anglais au Honduras par des mexicains et ayant menacé cette république, le *Herald* avertit l'Angleterre que les Etats-Unis ne souffriront pas une nouvelle invasion du Mexique. Cette interprétation de la doctrine Monroe n'a pas l'approbation du *Times* qui considère que si le Mexique est indépendant, il doit être responsable de ses actions, à moins qu'on ne prétende que ce pays soit déjà sous le protectorat virtuel des Etats-Unis ; cependant, les défenseurs de la doctrine Monroe n'ont pas encore proposé que notre république soit responsable pour les actes de sa voisine.

Le *Times* dirige ses sarcasmes contre les projets de rapprochement entre les gens de couleur et ceux qu'il appelle les Bourbons ; or ceux que ce journal appelle les Bourbons comprennent toute la population blanche, moins quelques petites coteries de spéculateurs prêts à traiter à tout prix avec Kellogg pour le maintien de leurs monopoles. Pour notre part, nous ne sommes nullement opposés aux compromis justes et raisonnables, mais nous ne voulons de marché de dupes ni avec Kellogg ni avec les gens de couleur.

Le *Republican* se livre à un véritable dithyrambe en l'honneur des gens de couleur qui ont parlé au meeting de la chapelle de St. Jacques. Quel talent ! quelle modération ! etc., etc. Nous avons déjà expliqué pourquoi nous ne trouvons pas leur demandes si modérées. S'ils avaient le sentiment de la justice, ils devraient désavouer l'usurpation commise par la complicité du juge Durell et du bureau Lynch.

L'organe radical censure le maire Wiltz et les administrateurs Schneider et Sturcken, qui se sont opposés à la taxe sur les écoles. Ces messieurs ne sont pas les ennemis de l'éducation comme l'insinue charitablement cette feuille, mais, comme nous, ils ne veulent pas que la ville soit taxée par un bureau qui ne la représente pas et qui n'a aucun droit de la taxer.

Nous l'avons échappé belle, au dire de M. Brown, cité par le *Republican*. Si la démocratie l'eût emporté grâce à l'alliance avec Warmoth, les noirs, paraît-il, auraient émigré en masse et abandonné la Louisiane à son malheureux sort. Nous croyons peu à cet exode. Les politiciens radicaux noirs et blancs, voyant la proie sur laquelle ils vivent depuis quatre ans leur échapper, crieront été, sans doute, chercher fortune ailleurs, mais les travailleurs de couleur n'auront pas été assez simples pour les suivre.

LIGUE DU Peuple de la Louisiane.

Nous apprenons, de bonne source, que le plan suivant de résistance au gouvernement Kellogg a été préparé par plusieurs centaines de citoyens bien connus, et qu'il doit être proposé au congrès de la Législature pour être soumis ensuite au mass meeting de la population de la Nouvelle-Orléans qui doit avoir lieu cette semaine :

PACTE

De la Ligue du Peuple de la Louisiane.

Les soussignés, citoyens de la Louisiane, convaincus que le gouvernement McEnery est le gouvernement légitime d'Etat, et, considérant que le gouvernement Kellogg est une usurpation avouée, sans autorité pour faire aucun acte auquel le peuple soit tenu d'obéir, et qui n'est temporairement maintenu que par la force armée des Etats-Unis, et croyant, en outre, que ce n'est que par l'union et la résistance combinée que l'Etat peut être sauvé de la ruine et de la désolation qui seraient la conséquence de ce gouvernement corrompu et usurpateur, tant de la fraude et de la force, et en violation des droits qui nous sont garantis par la Constitution des Etats-Unis, s'engagent et se lient les uns envers les autres à former une association sous le titre de :

Ligue du Peuple de la Louisiane.

Les objets de cette Ligue sont :

I. De maintenir le gouvernement légal de l'Etat et

II. De résister, par tous les moyens légaux et constitutionnels au pouvoir du peuple, actifs et passifs, au règne de l'usurpation et de la tyrannie qui cessie maintenant de s'imposer à l'Etat, et, dans le but de résister spécialement au paiement des taxes.

III. Conformément à ce qui précède, les soussignés, membres de la Ligue conviennent :

1° De ne payer aucunes taxes d'Etat, de ville ou de paroisse, tant que ce gouvernement frauduleux sera maintenu.

2° De n'acheter à aucune vente pour taxes, et de décourager par tous *les moyens en notre pouvoir*, le paiement ou la perception des taxes par vente ou autrement.

IV. Tout résident de la Louisiane pourra devenir membre de cette ligue en signant les articles et il aura droit à sa protection.

V. Le conseil central de la Ligue aura son siége à la Nouvelle-Orléans et sera composé d'un président, de six vice-présidents, un de chaque district de la ville, d'un trésorier, d'un secrétaire, d'un secrétaire correspondant et de quinze directeurs, un de chaque ward, lesquels seront nommés, par le président de ce meeting, et tous les autres conseils de paroisse suivront le même modèle, autant que le permettront les circonstances particulières, et le nombre de sept constituera un quorum du conseil central pour la transaction des affaires.

VI. En cas de vacance dans le conseil central, elle sera remplie par les dates membres du conseil qui choisiront parmi les membres de la Ligue les remplaçants.

VII. Tout membre de la Ligue, contre lequel on tentera de percevoir une taxe par force ou par des moyens judiciaires, rapportera son cas au conseil central qui habite la ville, ou au conseil de paroisse s'il [illegible] conseil de paroisse [illegible] des [illegible]

VIII. Les conseils [illegible] pour exécuter [illegible] règlements, qu'ils jugeront convenables.

IX. Le président du [illegible] central désignera cinq citoyens [illegible] dans chaque paroisse, [illegible] nommés en cas de vacance, [illegible] à servir comme membres du conseil de paroisse, jusqu'à ce [illegible] nouveaux soient nommés.

X. La Ligue [illegible] de défendre tous ceux [illegible] qui [illegible] qui auront payé leurs taxes [illegible] [illegible] et accusations [illegible] sous prétexte de fraude, [illegible]

ARRESTATION DU COMMODORE SAINT-LAURENT.

[illegible] arrêté [illegible] du [illegible] [illegible] [illegible]